

**TOUT SUR LA BOMBE FRANÇAISE /  
LE ROMAN DE LA BOMBE ATOMIQUE**

**Entre le passé  
et le présent**

**Dès l'origine, les études et les travaux qui ont abouti à l'édification de la base atomique de Reggane furent entourés du plus hermétique des secrets. On comprend pourquoi. Non pas que les atomiciens civils et militaires aient pu espérer cacher au monde qu'ils élaboraient une bombe nucléaire.**

Cette discrétion ne présentait aucun intérêt car tous les spécialistes savaient bien que l'aboutissement de la construction de piles serait la bombe. A ces divers points de vue, Reggane présente un bon choix. Autrefois, simple petite oasis sur la piste saharienne : Béchar-Adrar. Elle appartient à la partie ouest

du Touat, la moins fréquentée par les nomades. Le génie militaire y creuse de nombreux puits. Une longue falaise qui en borde le flanc nord se prête à l'implantation de l'aérodrome et au percement de galeries souterraines servant de magasins et de dépôts.

A une quarantaine de kilomètres au sud, un centre avancé a été aménagé à El Hamoudia. Il est constitué par un blockhaus de ciment percé de hublots qui servira d'abri aux atomiciens et contiendra leurs appareils. C'est de là que l'explosion sera télécommandée le 13 février 1960 à 7h du matin.

Qu'en est-il aujourd'hui des répercussions de l'onde de choc et du "flash" thermique, 47 ans après l'événement qui suscite encore aujourd'hui des vives réactions d'hostilité. Les rares



survivants de cette agression française au Sahara racontent que la flore, la faune et les hommes ont beaucoup souffert et traînent irrémédiablement des séquelles encore aujourd'hui.

L'un d'eux dira : "La terre, fertile, connaît une baisse dans le rendement et le palmier-dattier subit lui aussi des transformations. Le niveau de la nappe phréatique a diminué. Reggane était une belle oasis. Et quand le vent souffle de

l'ouest, à la période des semences, il engendre des désagréments à l'agriculture. Les personnes, elles aussi qui vivent encore, connaissent, inéluctablement, des difficultés respiratoires, une hypertension et parfois des cancers apparaissent. L'explosion fut une étape capitale mais une politique sans grandeur pour la France. Ce constat amer nous pousse à réfléchir sur l'ambition démesurée des hommes.

El Hachemi

**SIDI-BEL-ABBES**

**Les voleurs de taxis  
dans les filets de la police**

**Trois individus spécialisés dans le vol de taxis et les agressions sur leurs propriétaires, qui opéraient dans plusieurs wilayas, à savoir Djelfa, Ksar-Chellala, Tlemcen et Sidi-Bel-Abbès, sont tombés dans les filets de la police.**

En effet, deux d'entre eux, M. J. et S. B., âgés de 28 ans et 33 ans, se sont présentés le 8 février dernier aux services de police prétendant être des victimes et ont déposé plainte contre des individus qui les avaient délestés de leurs portables et vêtements au niveau du lac Sidi-Mohamed-Benali (Sidi-Bel-Abbès).

Ces pseudos victimes ont donné le signalement du véhicule de leurs détresseurs. Les services de sécurité ont aussitôt ouvert une enquête et leurs recherches ont abouti à l'interception du véhicule en question. Il s'est avéré que le véhicule a été volé par les plaignants à un taxieur de Tlemcen qui les avaient ramenés vers Sidi Bel-Abbès. Arrivés au

niveau de l'intersection des routes de Ben-Badis et Tabia, ils ont ligoté le chauffeur qui a pu échapper par miracle à la mort puisque l'un des voleurs lui avait donné un coup à la tête avec une grosse pierre, nous a fait remarquer la chargée de la cellule de communication.

Puis, ils ont disparu à bord du véhicule, abandonnant le malheureux chauffeur. Par la suite, ils ont changé la plaque d'immatriculation du véhicule et ont enlevé le numéro du taxi. Au

cours de l'enquête, les malfaiteurs ont reconnu avoir volé plusieurs voitures en ciblant spécialement les chauffeurs de taxi et écoulaient leur butin chez une personne de Relizane.

Convoqué, le chauffeur de taxi a reconnu ses voleurs. Présentés dimanche dernier devant le procureur de la République de Sidi Bel-Abbès, les deux malfaiteurs ont été écroués alors que le troisième, qui serait le cerveau du réseau, demeure toujours en fuite.

A. M.

**Un lycéen poignarde mortellement son camarade**

**Un lycéen, âgé de 16 ans, aurait été mortellement poignardé par son camarade à la sortie du lycée vers midi, lundi dernier, dans la localité de Tilmouni, à quelques encablures du chef-lieu de Sidi-Bel-Abbès.**

Gravement atteint dans la région thoracique, la victime, qui a énormément perdu de sang, est décédée quelques minutes après son admission aux urgences du CHU Hassani-Abdelkader de Sidi-Bel-Abbès. L'auteur présumé de l'homicide volontaire a été arrêté par la gendarmerie.

Nos sources évoquent une jeune fille qui serait aussi interrogée dans le cadre de ce drame qui a secoué la localité.

A. M.

**MASCARA/ZAHANA**

**Le laxisme du P/APC**

Chaque fois que vous sillonnez le territoire de la wilaya de Mascara, vous réalisez que les transformations, voire les constructions sans permis sont légion. Ceci n'échappe à personne, la localité de Zahana n'en est pas exempte et lundi dernier lors d'une visite de travail, le wali de Mascara est sorti de ses gonds lorsqu'il s'arrêtera au niveau d'une station de lavage où des transformations étaient opérées avec la construction de murs.

Interpellé, le responsable local de l'urbanisme restera coi et encaissera des réprimandes du premier responsable de l'exécutif. Vint le tour du maire de la localité dont le laxisme est manifeste. Il tentera de justifier cette situation en arguant que des mises en demeure ont été adressées aux fins de démolition ou régularisation. Tout le monde apprendra encore que cette commune avait recensé pas moins de quinze cas similaires.

Excédé, le wali demandera à tout ce beau monde d'assumer manu militari ses responsabilités. Durant l'année 2006, de nombreuses constructions illicites ont été démolies sur le territoire de la wilaya et parfois avec les grands moyens. Il apparaît clairement maintenant que ce genre de situation a été encouragé par le laxisme des autorités locales et autres services compétents.

Le dernier exemple en date est celui de la commune de Mohammadia où des élus et à leur tête le P/APC ont fait l'objet de poursuites judiciaires.

M. Meddeber

**TIARET**

**LE SECTEUR  
DE L'EMPLOI DANS  
TOUTES SES FACETTES**

**Création de 57 509  
postes et baisse du taux  
de chômage à 13,61%**

**Selon un bilan arrêté au 31 décembre 2006, le secteur de l'emploi dans la wilaya de Tiaret a connu une amélioration sensible sur le plan de l'offre avec la création de pas moins de 57 509 postes de travail dont 13 643 permanents et 43 866 temporaires soit un taux d'augmentation de l'ordre de 75% par rapport à l'an 2005 où l'on a enregistré 32 869 postes.**

Ce quota comprend pratiquement tous les dispositifs, à savoir : l'Emploi salarié d'initiatives locales (Esil) avec 6054 postes, le contrat pré-emploi (1635 postes), le TUP-HIMO (1690 postes), le Plan communal de développement (4729 postes dont 4586 permanents, le PNDRA (12079 postes), la Cnac (214 postes permanents), l'Ansej (313 postes), l'Angem 384 postes, l'IAIG (13406 postes) ou encore les opportunités offertes par les agences locales de l'emploi avec 1264 postes. Le même document précise que la population active au niveau de la wilaya de Tiaret a atteint l'année dernière 282 354 alors que le nombre de demandeurs d'emploi enregistré par la direction concernée avoisine les 45 000. Ces données attestent clairement de la baisse du taux de chômage de 16,71% en 2005 à 13,61% en 2006

alors qu'il était de 31, 15% en 2001.

Aussi, ce qu'il y a lieu de retenir dans ce contexte, c'est que les différents programmes dont a bénéficié la wilaya plus particulièrement celui du développement des Hauts-Plateaux où le programme quinquennal notamment en matière de bâtiment (13 500 logements à moyen terme) ou encore l'agriculture et les forêts ont été pour beaucoup dans la création d'emploi avec respectivement 13 729, 9791 et 12 079 postes.

Au registre de demandeurs d'emploi toujours dans l'expectative de décrocher un éventuel boulot, l'on saura que sur les 44 482 inscrits et dont l'âge oscille de 16 à plus de 50 ans, figurent 26 466 sans qualification, 12 722 qualifiés, 1780 entre techniciens et agents de maîtrise et enfin 3514 ayant des diplômes de technicien supérieur et plus.

Enfin, au volet intervenants étrangers, la wilaya de Tiaret compte cinq sociétés dont deux chinoises, une russe, une égyptienne, et une turque représentant au total plus de 632 ouvriers de différentes nationalités.

Cela dit, en dépit des quotas alloués à la wilaya et qui n'ont pas été sans diminuer du taux de chômage, il n'en demeure pas moins qu'ils restent toujours en deçà des besoins exprimés compte tenu de la forte demande exprimée et dont nous citerons à titre d'exemple plus de 6 000 pour le seul préemploi, un dispositif très convoité par les diplômés.

Mourad Benamer

**TLEMCCEN**

**DEVELOPPEMENT**

**Priorité  
au monde  
rural**

Afin d'assurer la stabilité aux habitants ayant fui leurs régions lors de la décennie noire, des initiatives ont été prises pour faciliter leur retour et surtout les stabiliser.

Dans le cadre du développement des zones rurales, la commune de Ain-Ghoraba (daïra de Mansourah) a bénéficié dernièrement de plusieurs projets. D'une enveloppe de 1 milliard 500 millions de centimes, les deux localités Boufilla et Ahfir verront prochainement une opération à grande envergure à savoir la réfection des routes, l'alimentation en eau potable, l'assainissement du réseau des eaux usées ainsi que l'éclairage public et rural.

A Béni-Snous, une enveloppe de 600 millions de centimes a été débloquée au profit de la localité de Taga. Cette couverture financière a été consacrée surtout pour l'adduction du réseau AEP. Le problème majeur qui reste posé dans cette région est celui de l'éclairage rural, la région est à vocation agricole. Toujours dans le cadre d'atténuer l'exode rural, un quota de 350 logements ruraux a été distribué dans la commune d'Azaïl (daïra de Béni-Snous).

Quant aux demandes, leur nombre a atteint les 500. D'autre part, sur le plan agricole, les fellahs de cette commune sollicitent l'aide des services concernés pour sauver les champs d'oliviers menacés de disparition.

Faïza B.